

**Accord départemental**

**PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE PRÉVOYANCE  
DES SALARIÉS NON CADRES  
(BOUCHES-DU-RHÔNE)  
(6 octobre 2009)**

■ *Journal officiel* du 30 mars 2010

**Arrêté du 17 mars 2010 portant extension d'un accord départemental relatif à la mise en place d'un régime de prévoyance des salariés agricoles non cadres des Bouches-du-Rhône**

NOR : AGRS1007712A

Le ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche,

Vu les articles L. 2265-15 et suivants et R. 2231-1 du code du travail ;

Vu l'accord départemental du 6 octobre 2009 relatif à la mise en place d'un régime de prévoyance des salariés agricoles non cadres des Bouches-du-Rhône ;

Vu l'avis relatif à l'extension publié au *Journal officiel* du 16 janvier 2010 ;

Vu l'avis motivé de la sous-commission agricole des conventions et accords de la Commission nationale de la négociation collective ;

Vu l'accord donné par le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Les dispositions de l'accord départemental du 6 octobre 2009 relatif à la mise en place d'un régime de prévoyance des salariés agricoles non cadres des Bouches-du-Rhône sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans son champ d'application, à l'exclusion du mot « notoirement » figurant au dernier alinéa de la partie « Garantie invalidité » de l'article 5.

**Article 2**

L'extension des effets et sanctions de l'accord visé à l'article 1<sup>er</sup> est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

### Article 3

Le directeur des affaires financières, sociales et logistiques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 17 mars 2010.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur des affaires financières,*  
*sociales et logistiques,*  
F. DE LA GUÉRONNIÈRE

*Nota.* – Le texte de cet accord a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/50, disponible au centre de documentation de la direction de l'information légale et administrative, 29-31, quai Voltaire, Paris (7<sup>e</sup>), au prix de 8,20 €.